

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ROFFAT SAS

305 route de Bellevue
QUARTIER LA MULE BLANCHE
26600 MERCUROL VEAUNES

Références : 20221229-RAP-DACA1058
Code AIOT : 0006100702

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement ROFFAT SAS implanté lieu-dit « Estropy » 26160 PUYGIRON. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale de renouvellement-extension de la carrière en cours d'instruction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROFFAT SAS
- ESTROPY 26160 PUYGIRON
- Code AIOT : 0006100702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de roches massives calcaire de la société ROFFAT est autorisée par l'arrêté préfectoral modifié n°2014174-0009 du 23 juin 2014 jusqu'au 23 mars 2023.

La production autorisée était initialement de 180 000 tonnes par an et depuis le 6 juillet 2022 elle est de 110 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accès, clôtures, barrières ;
- bassins des eaux de ruissellement ;
- mesures relatives au milieu naturel ;
- registre et plan (dernier plan topographique) ;
- remblayage (modalités de suivi des remblais extérieurs).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- Il existe trois types de suites :
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suite sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
6	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Code de l'environnement article R. 543-43-1.-II	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 5	Sans objet
2	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 6.3	Sans objet
3	Mesures relatives au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 7.6	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 8.2	Sans objet
7	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Code de l'environnement, article R. 543-43-1.-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La principale observation porte sur le remplissage du Registre National des Déchets et Terres Excavées et Sédiments qui devait être réalisé en 2022 mais avec une tolérance jusqu'au 1er mai 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. En dehors des heures d'ouverture, le site est surveillé par des caméras reliées à une centrale de surveillance permanente.
Constats : Un dispositif mobile est présent à l'entrée de la carrière, le site est clôturé et une surveillance par caméra est présente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Dans la zone supérieure du site les eaux de ruissellement seront collectées dans un bassin suffisamment dimensionné. Sur le carreau du site, les eaux de ruissellement sont collectées dans un bassin d'orage, dimensionné pour une pluie d'occurrence décennale (3m de profondeur superficie de 656 m ²) et muni d'une couche de matériaux filtrants afin de piéger les impuretés. Ces matériaux filtrants seront curés dès que nécessaire et à minima une fois par an au début de l'automne de préférence, avant les périodes pluvieuses. Les matériaux extraits de ce bassin seront mis en décharge sur un site agréé.
Constats : Les deux bassins de récupération des eaux de ruissellement sont présents (voir photos).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures relatives au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 7.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures relatives au milieu naturel
Prescription contrôlée : Afin de préserver l'avifaune, les reptiles et leurs habitats, les travaux d'arrachage de la végétation et de décapage des terrains seront effectués uniquement durant les mois de septembre et d'octobre. Des gîtes terrestres (hibernaculum) seront créés pour les reptiles sur le site. Par ailleurs, l'exploitant prendra toutes les dispositions pour limiter et maîtriser le développement d'espèces invasives sur le site (notamment ambrosie).
Constats : L'exploitation arrivant à son terme, il n'y a plus actuellement de travaux d'arrachage de végétation ou de décapage. Des hibernaculums pour les reptiles sont présents au sein de la carrière (voir photos).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Présence d'un plan de gestion des déchets d'extraction
Constats : Un plan de gestion des déchets d'extraction a été joint au dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière de Puygiron déposé le 2 décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2014, article 8.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Remblayage
Prescription contrôlée : Seuls les remblais extérieurs inertes d'origine naturelle sont autorisés. Les stériles d'exploitation et les terres de découverte sont utilisées pour la remise en état. Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité du sol, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Pour ces opérations de remblaiement, l'exploitant devra respecter les prescriptions précisées en annexe n°9 au présent arrêté.
Constats : L'exploitant réalise un suivi informatique des remblais extérieurs entrant au sein de la carrière. Ce suivi précise notamment : la date de réception des remblais, le client, le maître d'ouvrage, la commune du chantier, la plaque minéralogique du véhicule, le transporteur, la quantité, la localisation du secteur de décharge (quadrillage), le contrôle visuel et l'acceptation ou non. Des fiches d'acceptation préalables à la réception de matériaux inertes sont aussi réalisées (validité d'un an). Un lien entre les fiches d'acceptation préalable à la réception et le fichier de suivi peut être réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité des Terres excavées (TEX) et sédiments. Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 543-43-1-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, TEX – Transmission au RNDTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense.</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un suivi informatique des remblais entrant sur son site. Par contre, il n'a pas mis en place un transfert de ces informations vers le Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNTDS).</p>
<p>Observations : L'exploitant doit mettre en place le suivi des remblais entrant sur son site via le RNTDS.</p> <p>Une tolérance pour la transmissions des informations au RNTDS est fixée au <u>1er mai 2023</u>.</p> <p>Des informations sur ce registre sont disponibles sur le site suivant : https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 543-43-1.-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, TEX – Transmission au RNDTS
Prescription contrôlée : IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II : 1° Les ménages ; 2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m ³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m ³ . 3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m ³ .
Observation : Des exemptions sont prévues pour la saisie des informations sur le RNDTS. L'exploitant les trouvera ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet